Le rôle géostratégique de la Turquie

(Assemblée Nationale / Paris, 29 novembre 1994)

Bayram BALCI et Serpil ELAL

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1712>

DOI : 10.4000/cemoti.1712

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1995

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Bayram BALCI et Serpil ELAL, « Le rôle géostratégique de la Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 19 | 1995, mis en ligne le 15 mai 2006, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1712>

Ce document a été généré automatiquement le 14 septembre 2020.

Tous droits réservés

Le rôle géostratégique de la Turquie

(Assemblée Nationale / Paris, 29 novembre 1994)

Bayram BALCI et Serpil ELAL

- 1 L'Assemblée Nationale a accueilli le mardi 29 novembre 1994 un groupe de spécialistes appelé à débattre du "rôle géostratégique de la Turquie". La journée organisée par l'IRIS fut consacrée à la réflexion sur le poids régional de la Turquie ainsi qu'à ses relations avec l'Union européenne et les Etats-Unis.
- 2 Les discussions de la matinée ont été ouvertes par Tansug Bleda (Ambassadeur de Turquie en France). Il a immédiatement situé la Turquie dans "l'épicentre du système international", à la jonction d'un monde arabe en pleine mutation, d'une péninsule balkanique en proie à des conflits meurtriers et d'un espace russo-asiatique en recomposition.
- 3 Pour T. Bleda, un premier axe de la politique étrangère turque est l'Asie centrale qui fait de son pays une puissance régionale. La Turquie met plus l'accent sur la complémentarité que sur la concurrence en ce qui concerne la coopération régionale. Un second axe de la politique étrangère est d'être interlocuteur, modérateur, catalyseur au sein des organisations de coopérations multilatérale et bilatérale concernant la sécurité et la défense. Son rôle stratégique pour la paix est constaté à travers l'OTAN, à travers son action de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU qui est un exemple récent et dans ses rapports avec l'Union européenne. Un troisième axe de la politique étrangère turque est l'évolution positive de l'image de la Turquie qui se dessine (plusieurs Europe, une Turquie plurielle).
- 4 Soulignant que les modèles politique et culturel européens sont appréciés en Turquie, T. Bleda ajoute que la Turquie peut utilement contribuer à structurer l'espace européen, par ses moyens, par son modèle d'Etat laïque et démocratique et par la solidité de ses liens avec l'Union européenne.
- 5 Il conclut en faisant allusion au fameux article de S. Huntington sur le "clash of civilisations" en précisant ainsi que l'Europe devrait saisir la chance perdue depuis le 14^e siècle, de se réconcilier avec l'Islam.

- 6 Didier Billion, (IRIS), rappelle les difficultés de la démocratie turque, les déséquilibres d'une croissance économique et la lancinante question kurde qui sont autant de freins au rayonnement d'un pays que la guerre du Golfe fit accéder au rang de puissance régionale.
- 7 Face aux questions complexes comme la guerre en Bosnie, le Haut-Karabakh, les incertitudes en Russie, les succès du parti islamiste, comment la Turquie peut-elle assumer le rôle de puissance régionale si elle adopte une ligne européenne ?
- 8 La Turquie qui ne voulait plus être le porte parole des intérêts occidentaux suite à la période d'embargo mis en place par les Etats-Unis entre 1975-1978, a resserré ses liens avec les pays de l'Est et du Moyen-Orient sans rompre avec l'Occident. Plus tard durant la guerre du Golfe, sous la direction d'Özal qui fut le premier à reconnaître qu'il s'agissait d'une chance à saisir pour la Turquie afin de devenir un stabilisateur régional, la Turquie obtient de l'Occident le titre d'acteur régional de premier rang.
- 9 D. Billion propose une analyse de la Turquie axée sur trois points : 1. Aspect politique : "La vie politique reste démocratique". 2. Aspect économique : "Son dynamisme est un atout". Par contre la forte tension sociale accompagnée des dévaluations en 1994 peut bloquer les initiatives de politique extérieure. Les attitudes de la CEE et l'Occident concernant l'aide financière destinée à combler les pertes liées à l'embargo contre l'Iraq la déçoivent. 3. A propos de la question kurde, "l'option du tout militaire reste illusoire". Le conflit est régional, les dépenses atteignent 7 milliards de dollars par an.
- 10 Au niveau des Balkans, la pourtant prudente politique de la Turquie suscite des inquiétudes et alimente la surenchère nationaliste grecque qui dénonce la tentative de création d'un corridor musulman qui irait de l'Albanie à la frontière turque. La Russie regarde d'un mauvais oeil ce redoutable et ambitieux concurrent.
- 11 D. Billion termine en notant qu'il regrette que la Turquie soit plus souvent perçue par ses aspects négatifs que par ses aspects positifs et espère que l'Union Européenne ainsi que les Etats-Unis utiliseront sa puissance régionale et stabilisatrice dans le Caucase sur une base de partenariat.
- 12 Dans les crises qui se développent à ses portes dans les Balkans et le Caucase, l'influence de la Turquie analysée par Baskin Oran (Université d'Ankara), se heurte à la Grèce et à la Russie.
- 13 Depuis la République turque en 1923, la politique étrangère turque repose sur deux concepts : l'occidentalisme et l'anti-révisionnisme. Dans les Balkans, pendant la guerre froide l'objet central d'attention de la Turquie était la Grèce. Les pays communistes restaient plutôt marginaux. Plus tard, la Turquie a trouvé des débouchés politiques et économiques qui l'ont aidé à relativement libérer sa politique extérieure plus ou moins indexée sur celle de la Grèce.
- 14 La disparition du régime communiste bulgare a réconforté la Turquie en raison de sa minorité dans ce pays. Par contre, le processus de démembrement de la Yougoslavie et surtout l'agonie bosniaque ont beaucoup préoccupé la Turquie qui juge que l'instabilité dans les Balkans est contraire à ses intérêts.
- 15 D'après B. Oran, la Turquie désire une stabilité dans les Balkans et elle pense qu'elle sera considérée comme européenne si elle s'implique dans une région balkanique en paix. C'est une des raisons principales de son engagement dans l'affaire bosniaque. Une conséquence négative de cette politique pour la Turquie est qu'elle est entrée en contradiction avec la nouvelle Yougoslavie, et la troïka Angleterre-France-Russie,

surtout après que les Etats-Unis eurent levé l'embargo sur les armes pour la Bosnie. Par ailleurs la conséquence positive de cette politique est que l'affaire bosniaque lui a permis d'apparaître comme une puissance régionale. Quant à la Grèce, elle s'est avérée le seul soutien ouvert des Serbes.

- 16 B. Oran groupe les affinités turques dans le Caucase autour de quatre points : 1. Au plan économique, c'est la porte historique du commerce. 2. Au plan psychologique, c'est le réconfort de savoir que les Turcs ne sont pas isolés : découverte de cousins turcophones. 3. Au plan de la politique étrangère : création de nouveaux horizons. 4. Au plan stratégique : possibilité de devenir une puissance régionale et d'être l'exemple d'un pays démocratique avec une économie de marché.
- 17 Selon B. Oran, la Turquie s'est approchée du Caucase avec deux slogans : des régimes indépendants, laïques et démocratiques; des économies libérales de marché. Par ailleurs, l'objectif le plus important de la politique caucasienne consiste en l'établissement d'Etats indépendants dans la région pour deux raisons : tout d'abord ne plus retrouver une frontière commune avec la Russie qui a les mains libres dans la région à cause de la "coopération stratégique" avec les Etats-Unis; ensuite, avec l'aide du projet de la mer Noire, créer un marché et une interdépendance économique dans la région qui amèneraient une stabilité politique qui permettrait de maintenir la Russie hors de la région.
- 18 Soucieuse de ne pas apparaître comme la puissance protectrice des musulmans, la Turquie maintient une ligne prudente dans les conflits qui recèlent autant de dangers que d'opportunités. Trop faible pour intervenir directement mais assez forte pour dissuader d'éventuels agresseurs, elle a dans une certaine mesure, contenu leur extension.
- 19 Semih Vaner (CERI), analyse le bilan du sommet des pays turcophones à Istanbul des 18 et 19 octobre 1994 et la diplomatie turque vers les nouvelles républiques d'Asie centrale. Le "sommet turc" inclut à part la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan. Le premier sommet en octobre 1992 fut un échec, le second sommet prévu à Bakou en 1993 fut annulé à la suite, peut-on penser, des pressions russes.
- 20 S. Vaner souligne les deux discours excessifs qui existent en Occident sur la région : l'un est à propos de la nostalgie impériale, des idées du pantouranisme et du panturquisme qui ne sont pas tout à fait absentes ni en Turquie, ni dans les républiques turcophones, mais marginalisées par les principes de la diplomatie turque; un autre discours est celui qui consiste à dire que la Turquie après une période euphorique, "baisse les bras"; elle n'a pas d'avenir dans la région.
- 21 S. Vaner livre un aperçu des enjeux pour la Turquie : 1. Enjeu stratégique : rivalités avec l'Iran et la Russie : au niveau militaire, la Turquie représente la seconde puissance régionale après la Russie. Sa réticence à jouer un rôle plus actif concernant le conflit qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan, est motivée par la crainte de la puissance russe, en particulier sur le plan nucléaire. La Russie, par ailleurs, possède des atouts économiques, démographiques et la connaissance du terrain.
- 22 Consciente des obstacles que rencontrerait une politique plus active, la Turquie a jugé préférable de privilégier la dimension économique et culturelle comme moteur de son influence. Le choix d'un tracé d'oléoduc pour acheminer le pétrole d'Asie centrale qui

contournerait le territoire russe à travers l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan a ravivé les foyers de tension qui existent avec la Russie.

- 23 Concernant la guerre azéro-arménienne, la Turquie souhaiterait attirer l'attention de l'opinion internationale à travers l'OSCE et l'ONU, en vain jusqu'à présent. Sa politique vis-à-vis de ce problème est l'objet d'une attention toute particulière de la part de l'Occident où l'opinion reste attachée à l'Arménie.
- 24 2. Enjeux politiques : la découverte des "cousins" permet à la Turquie de sortir de l'isolement régional et international qui était celui du contexte de la guerre froide.
- 25 3. Enjeux économiques et culturels : sur le plan économique et commercial, la société internationale peut-elle aider la Turquie à devenir une puissance régionale ? La Turquie reste parmi les cinq premiers investisseurs de la région. Par rapport à l'Iran, elle a des atouts tels que l'esprit d'entreprise, le secteur privé, des liens internationaux, mais elle a des difficultés sur le plan financier.
- 26 Sur le plan culturel, l'action de l'Etat turc projette le modèle occidental. La Turquie a joué un rôle important dans l'adoption de l'alphabet latin presque acquis partout en Asie centrale. Ankara privilégie plutôt les relations bilatérales, malgré les sommets, par crainte de la Russie.
- 27 A. de Tinguay (CERI) expose les ambiguïtés de cette relation mêlant rivalité et coopération depuis la dislocation de l'URSS. Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, la traditionnelle rivalité entre les deux pays semble un moment céder la place à un partenariat et celui-ci déboucher sur une profonde restructuration des équilibres internationaux.
- 28 Ce partenariat qui se développe s'appuie entre autres sur une coopération économique mutuellement avantageuse dans le domaine de l'énergie, de l'armement et de la construction.
- 29 Le conflit du Haut-Karabakh et la revendication russe d'une responsabilité particulière vis-à-vis des anciennes républiques soviétiques ont entraîné le retour des tensions au cours de l'année 1993.
- 30 Les tensions entre les deux pays sont inhérentes au conflit azéro-arménien dans lequel la Turquie a une position en faveur de l'Azerbaïdjan. La Russie paraît en effet de moins en moins désireuse de faire participer le monde extérieur aux négociations visant à trouver une solution à ce conflit. Alors que la Turquie a demandé en 1993 que la force de paix déployée au Karabakh ne soit pas seulement russe, Moscou ne semble pas faire le moindre effort, ni pour coordonner ses initiatives avec celles d'Ankara, ni pour associer le groupe de Minsk de l'OSCE (dont la Turquie fait partie) à ses tentatives de médiation. Moscou revendique en outre avec de plus en plus d'insistance des droits particuliers sur le territoire de l'ex-URSS qu'elle demande à la communauté internationale de lui reconnaître.
- 31 A ces évolutions, les dirigeants turcs réagissent vigoureusement. Tout au long de 1994, ils multiplient des déclarations dénuées d'ambiguïté : ils dénie à Moscou le droit de considérer la CEI, en tous cas la Transcaucasie et l'Asie centrale, comme une chasse gardée. Parallèlement, ils proposent "une coopération triangulaire au lieu d'une concurrence" dans la région. La réunion qui rassemble pour la deuxième fois en octobre 1994 à Istanbul les chefs d'Etats des pays turcophones de la CEI et de la Turquie montre que la Russie n'est plus dans cette zone le seul acteur. La "bataille des oléoducs" confirme que la rivalité a pris le pas sur le partenariat.

- 32 A. de Tinguy conclut en soulignant que les efforts de la Russie pour limiter le rôle de la Turquie dans les négociations internationales et multilatérales sont motivés par son désir de jouer un rôle clef dans celles-ci, mais qu'elle ne s'oppose pas à une coopération économique. Condamnés dans l'état actuel des choses à être rivaux, les deux Etats le sont aussi à être partenaires.
- 33 Le dernier intervenant de la matinée, Alain Chenal, spécialiste du monde arabe, analyse l'attitude de la Turquie à l'égard du Proche-Orient autour de deux thèmes :
- 34 1. Les relations entre la Turquie et le monde arabe qui ont évolué : quasiment nulles par le passé, elles sont devenues dynamiques.
- 35 2. Les relations particulièrement fortes avec l'Iraq et la Syrie.
- 36 La volonté délibérée de participer au concert européen et l'abolition du califat apportèrent une image négative de l'Empire ottoman dans le monde arabe.
- 37 A. Chenal souligne les évolutions d'une indifférence affichée, à une gestion plus équilibrée du conflit israélo-arabe, comme des projets de coopération régionale. La Turquie s'ouvre progressivement vers un environnement régional avec une gestion habile du conflit (premier pays musulman à reconnaître Israël et la Palestine, diplomatie équilibrée dans la région), et une active présence économique (présence marquée des entreprises turques dans le Moyen-Orient, Libye notamment).
- 38 A. Chenal souligne que la Turquie éprouve toujours une réticence à établir des relations stratégiques confiantes avec l'Iraq et la Syrie. La Turquie n'a pas eu d'affrontements de longue durée avec l'Iraq (elle a été discrète en ce qui concerne le minorité turkmène). Par contre, l'irrédentisme des Syriens est très fort, accompagné d'une méfiance ancienne qui resurgit avec la multiplication de barrages au sud-est de la Turquie.
- 39 S'engage ensuite un débat à partir des communications de la matinée. La première question est pour M. Bleda concernant la perception turque des problèmes kurde et arménien pendant la Première Guerre mondiale. Il précise que la Turquie considère qu'il ne s'agit pas d'un problème malgré une analyse et un point de vue contraires des Européens. L'image de la Turquie change en Europe à cause de la crise d'identité qu'il associe à la poussée de racisme. Il faudrait que l'Europe fasse la paix avec elle-même pour rattraper la chance perdue au XVe siècle. Concernant le problème kurde il répète que cette question est un problème régional et qu'une fois réglée, la question des droits de l'homme ne sera plus posée.
- 40 La première question pour D. Billion est à propos de l'intégrisme en Turquie. Il reconnaît qu'il existe une question de l'Islam politique et que le nombre de mosquées est important. Pour D. Billion il s'agit essentiellement d'une question sociale liée à l'accroissement des inégalités sociales. Malgré tout, la laïcité reste fortement ancrée dans les mentalités et les institutions. La société civile est très dynamique en Turquie et l'Islam est intégré dans la vie politique depuis plusieurs décennies.
- 41 A la question concernant l'avancement de l'unification de Chypre, il répond que la Turquie n'est pas prête à partir de l'île sans les négociations que les Chypriotes grecs ne semblent pas prêts à vouloir mener jusqu'au bout pour des raisons économiques.
- 42 La question pour Baskin Oran porte sur la possibilité ou l'impossibilité de la résolution du différend gréco-turc. Il explique : la Grèce souhaite une négociation internationale alors que la Turquie privilégie, quant à elle, une négociation bilatérale.

- 43 Sur la question relative à l'installation des oléoducs et gazoducs, Anne de Tinguay précise que la Russie attache une importance particulière à la question qui pourrait créer des conflits dans le futur.
- 44 Au sujet des accords militaires entre Israël et la Turquie, A. Chenal précise que l'accord de coopération datant du 4 novembre 1994 concernent les ambassades et les diplomates.
- 45 Concernant la question à propos de l'exploitation du pétrole de l'Azerbaïdjan, il indique que les Anglais, les Russes et les Américains ont eu la grosse part.
- 46 Concernant la question à propos de la place des Vakifs (fondations) de Turquie dans le monde turcophone, Vaner explique qu'il s'agit des fondations qui n'auront pas de rôle déstabilisateur et qu'elles perdent de la vitesse.
- 47 Pour ce qui est de la question arménienne, il dit que pour les nationalistes extrémistes turcs, il s'agit plutôt des massacres faits par les Arméniens, pour les nationalistes Turcs, les massacres sont perpétrés de part et d'autre. Mais le mot génocide n'est pas accepté par la Turquie. Quant à la guerre azéro-arménienne, il précise que 20% des territoires d'Azerbaïdjan sont occupés.
- 48 Les travaux de l'après-midi furent consacrés à la question essentielle des liens entre la Turquie et le monde occidental : l'Union européenne et les Etats-Unis.
- 49 Pascal Boniface (IRIS), rappelle dans son exposé introductif les appréhensions des opinions publiques européennes à l'égard des sociétés musulmanes. Il estime que celles-ci devraient être tempérées dans le contexte turc en raison de la participation ancienne d'un islam politique au jeu parlementaire.
- 50 Il souligne que l'amertume de la Turquie à la fois vis-à-vis de l'Union européenne et des Etats-Unis, est due au fait que les choses n'avancent pas du tout et qu'elle se voit dans une situation très gênante d'avoir été doublée par d'autres pays alors qu'elle était fidèle à l'alliance occidentale.
- 51 Ural Ayberk (Université de Genève), retrace l'histoire des relations entre la Turquie et l'Union européenne depuis la signature de l'Accord d'association d'Ankara en 1963. Il note que le projet d'union européenne est plutôt simple : c'est une grande puissance commerciale mais elle n'arrive pas à être une grande puissance internationale. Certains considèrent qu'elle est une simple puissance civile, d'autres que la somme de petites puissances n'aboutit pas à une grande puissance.
- 52 U. Ayberk souligne l'ambiguïté des relations entre la Turquie et l'Union européenne, le lourd contentieux gréco-turc et l'hostilité constamment manifestée par la Grèce à une évolution positive des rapports entre la Turquie et l'Union européenne. Il ajoute que la Turquie estime que l'Union européenne est devenue un domaine réservé à la Grèce en ce qui concerne les questions méditerranéennes.
- 53 Georges Delcoigne (Université libre de Bruxelles), expose trois scénarios possibles sur l'avenir de l'Union européenne : - une Union fédérale européenne avec vote à majorités qualifiées chez les ministres; - une Europe des patries; - une Europe à géométrie variable.
- 54 La candidature turque peut évidemment être analysée plus simplement en examinant ses capacités en tant que pays candidat. En général, il faudrait examiner quatre dimensions :

- 55 1. La démocratie, la capacité d'accepter l'acquis communautaire, l'ouverture à la finalité politique et à l'identité européenne
- 56 2. L'acceptation de l'acquis communautaire et la capacité à remplir les obligations nécessaires à la mise en vigueur des politiques de la Commission.
- 57 3. "L'ouverture à la finalité politique"; la volonté de partager la vocation exprimée dans les préambules des traités de Rome et de Maastricht, pour une "union toujours plus étroite". Il s'agit d'être prêt à accepter l'élargissement des compétences de la Communauté et d'être ouvert à une évolution vers un système plus fédéral et accepter l'idée que le destin national est inséparable de celui de l'Union Européenne.
- 58 4. "L'identité européenne" qui inclut l'identité géographique. En ce qui concerne la religion, les discussions informelles existent sur la culture et la religion mais l'idée que la politique extérieure de plusieurs pays de l'Union dépende de la religion paraît impossible.
- 59 Pour l'Union européenne dont le centre de gravité est resté occidental, la problématique turque paraît pour l'instant éloignée et reléguée à la périphérie sud-est du continent. Malgré ses difficultés intérieures (crises économique, sociale, politique), la Turquie est, pour G. Delcoigne, le passage obligé de tous les joint-ventures (gaz, pétrole ...) entre l'Asie centrale et l'Union européenne.
- 60 Deniz Akagül (Université de Lille), présente le dynamisme des échanges commerciaux de la Turquie avec l'Union européenne (en 1990, la Turquie est le 10ème client et fournisseur de l'Union européenne).
- 61 Concernant l'Union douanière qui s'inscrit dans la logique d'approfondissement des relations de la Turquie avec l'Union européenne sans devenir membre, il attire l'attention sur le fait qu'on pourrait s'interroger sur la consolidation de ce pas : l'Union douanière est une étape nécessaire mais non suffisante à l'intégration.
- 62 Il conclut en exposant les étapes à suivre en cas d'adhésion de la Turquie à la CEE : La première étape est de savoir si la consolidation est possible, si l'économie turque pourrait assurer l'intégration. D'après D. Akagül, 40% de l'industrie manufacturière turque pourrait participer à l'intégration sans problème, alors que 58% ont besoin des politiques d'accompagnement. Selon une étude de IKV (Fondation turque de développement économique), 75% de l'industrie turque est au niveau européen. La deuxième étape est la constitution du marché commun. Les transferts budgétaires peuvent dynamiser et aider à combler le déficit dû au retard de développement économique de la Turquie. En cas d'adhésion, l'Union européenne se verrait soumise à la contribution des transferts budgétaires. L'Union douanière ne constitue pas forcément l'étape finale avant l'adhésion. La troisième étape concerne l'évolution de l'intégration européenne. La Turquie est loin de satisfaire les critères de convergence retenus par le traité de Maastricht qui introduit une politique budgétaire très rigide.
- 63 Guillaume Parmentier, administrateur du CASE, reconnaît que les liens stratégiques établis par la Turquie avec l'Union européenne et les Etats-Unis à travers l'OTAN sont assez solides. Mais il souligne que le fait d'être membre de l'OTAN n'est pas un atout suffisant pour rapprocher la Turquie de l'Union européenne.
- 64 Selon G. Parmentier, l'Occident semble être satisfait que la Turquie ait un rôle uniquement stratégique. Celle-ci a le sentiment de donner plus qu'elle ne reçoit car elle ne participe qu'à l'OTAN, alors qu'elle souhaiterait une relation multidimensionnelle avec l'Europe. Concernant les relations bilatérales de la Turquie avec les Etats-Unis, il

note qu'il existe une fascination culturelle indéniable pour les Etats-Unis en Turquie et que le lien de dépendance est très apparent. Le régime politique américain a toujours soutenu la Turquie et vice versa même si la Turquie a cherché d'autres horizons après la guerre froide.

- 65 Un des plus importants problèmes entre la Turquie et les Etats-Unis, est illustré par le Congrès américain qui a été très critique vis-à-vis des droits de l'homme, de la politique turque en Anatolie orientale. Par ailleurs, le lobbying grec aux Etats-Unis est très important et la relation de la Turquie avec les Etats-Unis dépend des administrations américaines, mais surtout de l'opinion publique.
- 66 C'est à Pierre Béhar (Université de Sarrebrück et Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Paris VIII) que revient la conclusion du colloque. Il met en perspective le rôle essentiel de la Turquie pour l'Europe sur la longue durée de l'histoire des civilisations. Il insiste surtout sur le rôle géostratégique de la Turquie : elle surveille le Nord, empêchant que la mer Noire devienne russe, elle contrôle l'accès à la mer Egée ainsi que la défense de la Grèce qui n'a pas eu des relations très chaleureuses avec la Russie - on se rappelle que la Grèce d'après-guerre est née dans les convulsions d'une sauvage guerre civile due aux ambitions russes -, elle est la première puissance régionale et stabilisatrice dans les Balkans, elle contrôle la Méditerranée orientale. Elle est le prolongement et le contrefort de l'Occident.
- 67 Il souligne l'explosion démographique en Turquie (35 millions en 1970, 68 millions en 1994) qui touche les couches sociales les plus sensibles à la poussée islamiste. Il conclut que, face au danger islamiste, l'Europe devrait intégrer ce contrefort, et aider au développement de l'éducation pour remettre l'Islam à sa place. Sinon elle risquerait une immense insécurité qui lui coûtera plus chère que l'intégration du pays.
- 68 Les débats de l'après-midi permettent de préciser plusieurs thèmes. A la question concernant l'appartenance de la Turquie à l'Union européenne, M. Delcoigne répond que celle-ci est d'ordre géographique. A propos d'une remarque sur le fait que les discussions informelles sur la culture et la religion auxquelles il faisait allusion dans son exposé n'étaient pas si exagérées étant donné que Jacques Delors avait précisé que l'Union européenne était judéo-chrétienne avec un héritage gréco-latin, il répond que l'Europe est laïque ; donc la religion n'a que peu d'importance.
- 69 A une question à propos de la poussée de l'Islam en Turquie, P. Boniface répond qu'il serait intelligent de ne pas exclure la religion, et qu'il est beaucoup moins dangereux de la faire participer à la politique.
- 70 A propos d'une question concernant le financement budgétaire en Turquie, D. Akagül explique que la Turquie aurait une croissance peu durable si elle réduit son déficit budgétaire et l'inflation. Tous les indices semblent indiquer qu'on s'oriente vers une nouvelle conception de l'Union européenne à plusieurs vitesses qui correspondraient aux différentes étapes de l'intégration économique : un noyau dur composé de pays comme la RFA, la France, les Pays-Bas qui avanceraient dans la voie d'une intégration plus avancée et un autre groupe de pays, notamment les pays membres méditerranéens, qui privilégieraient l'objectif de croissance. Les transferts budgétaires de l'Europe vers la Turquie pourraient l'aider à combler son déficit tout en continuant sa croissance. Il se réfère aux études sur l'Europe qui montrent que le financement budgétaire dans le Sud est beaucoup plus important qu'au Nord (il s'élève à 5% du PNB en Grèce et au Portugal).